

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)113 6 juillet 2007¹

1002 Réunion, 11 juillet 2007

4 Droits de l'Homme

4.8 Cour européenne des Droits de l'Homme

Election de juges – Liste de candidatures au titre de la Bulgarie

¹ Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Sauf si le Comité des Ministres en décidait autrement, il sera déclassifié en application des règles établies dans la Résolution Res(2001)6 sur l'accès aux documents du Conseil de l'Europe.

De : Bulgarie [mailto:bulgarie@noos.fr]

Envoyé le : lundi 18 juin 2007 16:00

A : philippe.boillat@coe.int

Cc : PALMER Simon; Emanuela Tomova

Objet : transmission de la liste des candidats bulgares au poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Le 18 juin 2007

Monsieur le Directeur Général,

Me référant à la lettre du Secrétaire Général, M. Terry Davis, du 21 décembre 2006, relative à l'expiration du mandat de Mme Snějana Botoucharova, juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, le 31 octobre prochain, j'ai l'honneur de vous transmettre la liste de candidats au titre de la Bulgarie. Les candidats sont présentés par ordre alphabétique comme suit :

- M. Margarit Nikolov Ganev ;
- Mme Momiana Martinova Guneva ;
- Mme Snejinka Nikolova Sapundjieva.

Veillez trouver ci-joints les curricula vitae des trois candidats.

Les annexes comprennent les CV des candidats - à commencer par les CV en langue bulgare et à partir de la page 28 - les CV en anglais et/ou français.

En vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

CURRICULUM VITAE
Margarit GANEV

I. Etat civil

Nom, prénom : GANEV Margarit
 Sexe : Masculin
 Date et lieu de naissance: Le 13 mai 1959, Popovo, Bulgarie
 Nationalité : Bulgare

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Depuis 2007 Chargé de cours de droit international et des relations internationales

1991-1995 Institut des sciences juridiques, Académie des sciences de Bulgarie - Chargé de recherches

1989-1991 Institut des sciences juridiques, Académie des sciences de Bulgarie - Juriste - chercheur
Docteur en droit

1986-1989 Institut des sciences juridiques, Académie des sciences de Bulgarie - Etudes doctorales

1985-1986 Tribunal régional de Sofia - Candidat judiciaire

1980-1985 Université de Sofia "St. Clément d'Ochride", Faculté de droit - Magistère en droit

1978-1980 Ecole des officiers de réserve
Ecole militaire supérieure, Chaire de sciences publiques
Grade militaire - capitaine de réserve

1974-1978 Ecole de langues étrangères "Zahari Stoyanov", Sliven

III. Activités professionnelles pertinentes*a. Description des activités juridiques*

Depuis 2004 Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye - Membre du groupe national bulgare
 Depuis 2002 Cour d'arbitrage près de la Bourse de valeurs de Bulgarie - Vice-président
 Depuis 1996 Barreau de Sofia - Avocat

*b. Description des activités juridiques non judiciaires**- Activités académiques*

Depuis 2003 Université libre de Bourgas - Professeur de droit international humanitaire
 Depuis 2001 Université libre de Bourgas - Professeur de droit des organisations internationales
 1999-2000 Université d'économie nationale et internationale - Professeur
 1996-1997 Université de Sofia, Faculté d'économie - Professeur
 Depuis 1996 Université libre de Bourgas - Professeur de droit diplomatique et consulaire
 1991-1993 Université de Sofia, Faculté du journalisme et de la communication de masse - Professeur
 Depuis 1993 Université libre de Bourgas - Professeur de droit public international

- Autres activités

Depuis 2002 Association mondiale de droit international, Comité « Cour pénale internationale » - Membre

2001-2004 Institut international de la santé publique et de l'assurance médicale à Sofia -
Directeur de la Direction de droit
Depuis 1998 Institut de Droit international – Sofia – Fondateur et co-président

c. *Description des activités professionnelles non juridiques* : Aucune

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis 2004, en tant que vice ministre de la justice, je remplis des fonctions liées aux problèmes de la sauvegarde des droits de l'homme.

Actuellement, je suis responsable administratif du Département « Représentation processuelle de la République de Bulgarie devant la Cour européenne des Droits de l'Homme » auprès du Ministère de la justice.

Je suis responsable des directions suivantes du Ministère de la justice donc les activités sont étroitement liées à l'application des normes internationales en matière de droits de l'homme et à la conformité de la législation bulgare avec ces normes : Direction « Conseil législatif », Direction « Coopération internationale et intégration européenne », Direction « Protection de l'enfant par le droit international et adoptions internationales ». En 2005, suite à une initiative de ma part, la Direction « Adoptions internationales » fut transformée en Direction « Protection de l'enfant par le droit international et adoptions internationales » et elle a commencé à appliquer les normes internationales de droit relatives à la protection des enfants.

En tant que professeur universitaire, j'ai acquis de l'expérience et des connaissances approfondies en matière de droit international. Actuellement je fais des cours sur le droit international humanitaire et des droits de l'homme.

En 1992, j'étais co-auteur de l'un des premiers recueils consacrés aux droits de l'homme qui englobait tous les actes de base de l'ONU relatifs à la prévention de la discrimination, l'esclavage et le travail forcé ; l'interdiction de la torture ; la protection du droit de vie, de liberté et de sécurité ; le droit d'expression, de pensée et de religion ; le droit au respect de la vie privée et familiale, etc. Cette activité importante a sans doute contribué à la sensibilisation de l'opinion publique en ce qui concerne les questions des droits de l'homme.

En 1998, je suis devenu l'un des fondateurs et co-président de l'Institut de droit international à Sofia. Cet institut est l'une des organisations non gouvernementales les plus importantes en Bulgarie dans le domaine du droit international et la jurisprudence internationale.

V. Activités publiques

a. *Postes dans la fonction publique*

Depuis 2004 Ministère de la justice - Vice ministre de la justice

b. *Mandats électifs*

Depuis 2007 Membre du Conseil national pour la protection de l'enfant
Depuis 2005 Membre de la Commission nationale pour le combat contre la traite humaine
1997-2004 Université libre de Bourgas - Vice doyen du Faculté du droit, responsable des recherches scientifiques et des relations internationales
Depuis 1994 Association bulgare de droit international - Secrétaire général
Ex officio membre du Conseil exécutif de l'Association internationale de droit à Londres

c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique* : Aucune

VI. Autres activités : Aucune

VII. Travaux et publications

1. « Le traité de Berlin et le régime des capitulations en Bulgarie après la Libération » dans le journal « Pensée juridique », livre 3, 1986, Sofia, p. 27-37 (coauteur Mihail Mihailov).
2. « Les droits et libertés constitutionnels en République de Bulgarie et les obligations internationales du pays » dans « La Constitution de 1991 et la participation de la Bulgarie dans les conventions internationales », éd. "Sibi", Sofia, 1992, p. 99-120.
3. « Les traités internationaux de la Bulgarie après les guerres Balkaniques et leurs répercussions sur « la question de la Thrace » dans le « Recueil juridique », livre VII, 1997, Université libre de Bougas, p. 38-54.
4. « Les garanties de la protection des droits de l'homme dans les conventions internationales de la Bulgarie pour l'extradition » dans le « Recueil juridique », livre IX, 1998, Université libre de Bougas, p. 158-191.
5. « La codification et le développement progressif du droit international » dans le « Recueil juridique », livre X, 1999, Université libre de Bougas, p. 61-112.
6. « Le système du droit international pour la préservation de la paix et la sécurité mondiales aux portes du nouveau siècle et des nouvelles provocations » dans « Ouvrages de droit international », livre V, 2000, Sofia, Association bulgare de droit international, p. 113-164.
7. « Formes d'organisation de base de la coopération européenne et euro-atlantique et la participation de la République de Bulgarie » dans « Ouvrages de droit international », livre VI, 2003, Sofia, Association bulgare de droit international, p. 151-250.
8. « Le développement historique et la réalisation de l'idée pour une justice pénale internationale permanente » dans le recueil « La justice internationale pénale dans le contexte de la législation bulgare », éd. de l'Association « Transparence sans frontières », Sofia, 2004, p. 5-16.

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Bulgare									
b. Langues officielles									
Français	X			X			X		
Anglais		X				X			X
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		
Italien			X			X			X

IX. Autres éléments pertinents

X. Par la présente, je confirme que je suis disposé à résider en permanence à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

CURRICULUM VITAE
Momiana Martinova GUNEVA

I. Etat civil

Nom, prénom : Guneva, Momiana Martinova
Sexe : féminin
Date et lieu de naissance : 7 janvier 1951, Pleven (Bulgarie)
Nationalité : bulgare

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1973 : Maîtrise de droit, diplôme avec mention bien, Université « St. Climent Ohridsky » de Sofia ;
1975-1979 : Doctorat en droit pénal, Académie des sciences de Bulgarie, Institut de droit et d'administration de l'Etat ;
1989 : Qualification en tant que professeur de droit pénal ;
1982-1996 : de nombreuses spécialisations en droit pénal. Il convient de mentionner : Max Planck Stipendium, Institut Max Planck de droit pénal étranger et international à Fribourg (Allemagne) et maître assistante en droit pénal dans le cadre du programme TEMPUS, Université d'Athènes (Grèce).

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

1988-1989 : bureau du procureur à Sofia.

b. Activités juridiques non judiciaires

1975-1995 : Académie des sciences de Bulgarie, Institut de droit et d'administration de l'Etat, agent de recherche, professeur ;
1995-1999 : Professeur de droit pénal, Université du Sud-Ouest « Neofit Rilsky », Blagoevgrad ;
1992-2007 : Professeur de droit pénal, chef du département « droit public », vice-recteur, doyen de la faculté de droit, Université libre de Burgas ;
2005 : Présidente du groupe d'experts sur les principales réformes du Code pénal.

c. Activités professionnelles non juridiques : Aucune

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

2005-2007 : Présidente du Conseil d'experts de l'Association pour la réinsertion des détenus, ONG ;
2005 : Membre du programme « Prisonniers politiques en Azerbaïdjan – Elaboration d'un mécanisme de contrôle public efficace ». Ce programme a été mis en œuvre par 21 ONG en Azerbaïdjan et par l'Association pour la réinsertion des détenus ;
2005 : Présidente d'une réunion d'experts sur « La lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme » ;
2006-2007 : Directrice du projet de recherche intitulé « Accès à la justice ».

V. Activités publiques*a. Postes dans la fonction publique*

2002-2007 : Membre de la Commission des grâces auprès du Président de l'administration bulgare ; membre du Conseil d'élaboration des programmes auprès du Centre de formation des magistrats, Institut national de la justice.

b. Mandats électifs

2006-2007 : Membre du Conseil d'administration de l'Université libre de Burgas.

*c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique : Aucune***VI. Autres activités***a. Domaine*

Membre de l'Association internationale de droit pénal ;
Membre de l'International Law Association, Londres, International Criminal Court Committee.

b. Durée

Depuis 18 et 5 ans, respectivement.

VII. Travaux et publications

Deux ouvrages et plus de 40 articles, dont les plus importants sont intitulés :

- « The Amnesty as a problem in the Bulgarian criminal law » ;
- « Responsibility and Reprehension » ;
- « Criminal Policy in Bulgaria » ;
- « The criminal law reform and the European standards ».

VIII. Langues

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Bulgare									
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français	X				X			X	
c. Autres langues									
Allemand	X			X			X		
Russe	X			X			X		

IX. Autres éléments pertinents

X. Je confirme par la présente que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Snejinka SAPOUNDJIEVA

I. Etat civil

Nom, prénom : SAPOUNDJIEVA Snejinka
Sexe : Féminin
Date et lieu de naissance : 2 janvier 1949, Koubrat, Bulgarie
Nationalité : Bulgare

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Juin-Juil. 1991 Université de Nice Sophia Antipolis Formation sur les problèmes de la concurrence

1990 Ministère de la Justice
Cycle de perfectionnement pour magistrats sur les problèmes du contentieux et du droit civil

Mai-Juin 1981 Centre international de l'Enfance, Paris
Ecole nationale de la magistrature, Bordeaux
Formation sur la justice des mineurs, la protection des jeunes, les problèmes de l'enfance délinquante et l'enfance en danger

1976 Ministère de la Justice
Cycle de perfectionnement pour magistrats sur les problèmes du contentieux civil et de la procédure pénale

1968-1972 Université de Sofia « St. Clément d'Ochride », Faculté de droit Diplôme d'études supérieures en droit

1963-1968 Ecole de langue française « Frédéric Joliot-Curie », Varna Diplôme d'études secondaires

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités juridiques

Novembre 1983 - Octobre 1992	Juge, Tribunal de la ville de Sofia
Septembre 1980 - Novembre 1983	Présidente des chambres civiles, Tribunal de district de Sofia
Juillet 1979 - Septembre 1980	Juge, Tribunal de district de Sofia
Juillet 1974 - Juillet 1979	Juge, Tribunal de district de Razgrad
Mai 1973 - Mai 1974	Candidat judiciaire, Tribunal de la ville de Sofia

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Depuis 1993	<u>Avocate, membre du Barreau de Sofia</u>
Septembre 1990 - Juillet 1999	Chargée des travaux dirigés de droit de procédure civile, Université de Sofia

c. Description des activités professionnelles non juridiques : Aucune

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

En tant qu'avocate, j'ai plaidé dans de nombreuses affaires touchant aux divers aspects des droits de l'homme devant les juridictions bulgares, notamment le droit de jouir librement de ses biens, le droit d'accès à un tribunal et à un procès équitable, ainsi que le droit au respect de la vie privée et familiale.

En tant que chargée des travaux dirigés à l'Université de Sofia, j'ai enseigné certains aspects des droits de l'homme, en relation notamment avec le droit de procédure civile, tels le droit à un procès équitable, le principe d'égalité des armes, l'exigence d'un jugement motivé etc.

En tant que magistrat siégeant au tribunal de district de Razgrad, j'ai statué sur des affaires pénales impliquant des mineurs, en appliquant les principes spécifiques gouvernant ce type de procédures afin d'assurer le respect des droits des mineurs. J'ai également suivi une formation sur les problèmes de la justice des mineurs.

V. Activités publiques

- a. *Postes dans la fonction publique* : Aucun
- b. *Mandats électifs* : Aucun
- c. *Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique* : Aucune

VI. Autres activités

Membre de la Commission pour la prévention de la délinquance des mineurs (1974-1979) ;
Membre d'une association pour la protection des monuments culturels (1972-1974)

VII. Travaux et publications

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle Bulgare									
b. Langues officielles									
Anglais		X				X			X
Français	X			X			X		
c. Autres langues									
Russe		X				X		X	
Italien			X			X			X

IX. Autres éléments pertinents

X. Je confirme par la présente que je suis disposée à résider en permanence à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.